

Agriculture

partir leurs enfants pour la ville, où les heures de travail plus courtes et les salaires plus élevés ont fait paraître le dur et aléatoire travail agricole comme un fardeau injuste. Nous avons toujours connu une telle abondance d'aliments à bon marché que nous avons pu, en tant que pays, mettre ce problème au second plan, en ne parlant que du bout des lèvres de la crise vers laquelle une telle situation nous entraînait. Aujourd'hui, le 3 juin 1981, il est possible que le recensement dénote un heureux renversement de la tendance observée par les recensements antérieurs qui révélaient une population agricole de plus en plus faible et vieillissante de décennie en décennie.

Lors du recensement quinquennal de 1966, on constatait que seulement 13.5 p. 100 des agriculteurs canadiens avaient moins de 34 ans, tandis que presque deux fois autant avaient plus de 60 ans. Dix ans après, en 1976, on constatait un changement. Le nombre des jeunes agriculteurs avait augmenté faiblement, et celui des agriculteurs ayant atteint ou sur le point d'atteindre l'âge de la retraite avait baissé légèrement. Cette tendance est évidemment bien importante pour l'agriculture canadienne.

L'agriculture est un métier difficile et il faut beaucoup de temps pour apprendre à bien la pratiquer, si longtemps, qu'il faut presque être né sur une ferme. Or il est évident que si les agriculteurs d'expérience continuent à abandonner l'agriculture, il viendra un moment où le nombre d'agriculteurs ne suffira plus à produire les denrées nécessaires à l'alimentation de la population urbaine. Si le Canada n'a pas encore atteint ce point en dépit de la baisse et du vieillissement simultanés de la population agricole, c'est parce que l'amélioration des méthodes agricoles a permis un accroissement formidable de la productivité. Mais cette amélioration est due à deux facteurs: le premier consiste en un usage grandement accru de machines coûteuses, de combustibles, de fertilisants et de pesticides très chers; le second est l'importance accrue des recherches agricoles de pointe visant à mettre au point de nouvelles variétés de semences, de nouvelles cultures ainsi que l'introduction récente de nouvelles races de bestiaux.

Ces dernières années, deux nouveaux événements ont créé un obstacle infranchissable pour ce genre d'augmentation de la productivité agricole. En premier lieu, la montée en flèche du prix des combustibles et des engrais à base de pétrole qui avaient rendu possible cet accroissement spectaculaire de la productivité.

Pas plus tard qu'hier, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a porté un autre coup douloureux à l'agriculture en augmentant de neuf cents le prix du gallon d'essence. A un moment donné, les consommateurs paieront pour cette augmentation non seulement en achetant de l'essence pour leur voiture, mais en payant plus cher pour les produits alimentaires. En attendant, ce sont les agriculteurs qui en font les frais, et cela au beau milieu de leur campagne. Ils subissent maintenant la pression d'un budget qui, contrairement à celui du précédent gouvernement, ne prévoit pas de prix plus abordables pour les carburants utilisés dans la production des denrées alimentaires.

● (1550)

Autre chose: le gouvernement n'appuie pas comme il le devrait les efforts très valables qui sont déployés au Canada dans le secteur de la recherche agricole. La recherche rapporte

beaucoup plus qu'elle ne coûte mais comme cela se fait lentement et sans beaucoup d'éclat, un gouvernement qui veut réduire les coûts de façon spectaculaire succombe, comme l'a fait celui-ci, à la tentation de ralentir la recherche agricole, même si ce genre d'investissement est avantageux pour tous, agriculteurs et consommateurs.

Maintenant que nous nous sommes heurtés à ce mur, maintenant qu'il est plus difficile d'améliorer la productivité, il ne nous reste plus qu'à espérer que les jeunes s'intéressent encore au travail de la terre, car il saute aux yeux que les vieux agriculteurs ne pourront subvenir indéfiniment aux besoins alimentaires des Canadiens. Espérons que le recensement qui se tient aujourd'hui révélera que l'âge moyen des agriculteurs canadiens a baissé et que nous avons vraiment réussi à renverser la tendance qui se dessinait à cet égard. Des civilisations sont mortes parce que le sol qui les faisait vivre s'était épuisé. Nous serions fous de croire que cette loi de la nature ne s'applique pas à nous parce que nous sommes une société industrielle.

Une autre tendance que nous aimerions voir se dégager du recensement d'aujourd'hui, c'est la hausse des revenus agricoles. Il est certain que nous ne pouvons espérer retenir les jeunes dans l'agriculture si des salaires alléchants et un travail plus facile continuent de les attirer vers les villes. Au cours des années 70, le revenu agricole commençait à rejoindre celui du Canadien moyen. Mais si en 1970 les agriculteurs ne gagnaient en moyenne que 42 p. 100 du revenu moyen des travailleurs masculins, en 1978 le revenu des agriculteurs ne représentait toujours que les quatre cinquièmes de la moyenne nationale. La vie à la campagne offre certains avantages qui compensent ce revenu inférieur, mais, depuis 1978, certains faits ont suscité des craintes et créé un début de crise, qui s'aggrave fortement cette année. Le prix des terres a bien sûr augmenté énormément cette dernière décennie, mais les agriculteurs peuvent s'en accommoder. Le problème, c'est qu'ils doivent emprunter à long terme pour financer l'acquisition de leur terre, tout en devant assumer des coûts énormes pour les machines agricoles, des bâtiments mieux aménagés et des frais d'exploitation annuels de plus en plus exorbitants.

Comment le jeune agriculteur peut-il y parvenir? La réponse est évidente. Bon nombre d'entre eux n'y parviennent pas. Parce qu'il poursuit aveuglément une politique d'avantages à court terme, le gouvernement a négocié, il y a quelques années, un quota d'importation de bœuf qui permet aux États-Unis d'exporter au Canada une quantité considérable de bœuf excédentaire, ce qui a pour effet de faire baisser les prix. La plupart des éleveurs bovins canadiens exploitent donc maintenant à perte. S'il sait bien s'organiser, un homme d'affaires peut pendant quelque temps absorber une perte. Mais cette année, les faillites agricoles ont augmenté de 70 p. 100 par rapport au premier trimestre de l'an dernier. De plus, il est fort probable que le nombre de faillites agricoles continuera d'augmenter cette année, surtout chez moi, en Ontario. Il est évident que bien des agriculteurs ne peuvent absorber les pertes qu'ils essuient à l'heure actuelle. Parmi ceux qui n'ont pas fait faillite, bon nombre voient leur avoir propre diminuer chaque mois. Certains éleveurs bovins de l'Ontario doivent verser \$80,000 par mois en intérêts pour financer leur exploitation. Si le loyer de l'argent était normal, ils seraient peut-être dans une situation bénéficiaire.